

FRANCE-PAKISTAN : RENOUER LE DIALOGUE ET TRACER DE NOUVELLES VOIES DE COOPÉRATION

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire France – Pakistan à Islamabad, Lahore et Karachi

10 au 15 avril 2016

Une délégation du groupe d'amitié France-Pakistan, conduite par M. Pascal Allizard, Président, Mmes Françoise Cartron, vice-présidente, et Patricia Morhet-Richaud, membre du groupe, s'est rendue au Pakistan, du 10 au 15 avril.

I. Aspects politiques

Depuis la venue de Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État au Commerce extérieur, en juillet 2009, aucune personnalité française ne s'était rendue au Pakistan en visite officielle. Depuis la période faste des années 1970 où la France et le Pakistan entretenaient les relations les plus étroites dans le contexte de la Guerre froide, nos liens politiques se sont considérablement distendus.

Plusieurs éléments peuvent légitimement expliquer cette prudence : l'attentat contre les ingénieurs du groupe DCNS à Karachi en 2002, les essais nucléaires de 1998 et l'implication de scientifiques pakistanais autour d'Abdul Qadeer Khan dans la prolifération nucléaire notamment en Corée du Nord, en Libye et en Iran, le soutien apporté par le passé aux talibans afghans, l'instabilité et la fragilité des gouvernements civils face à une armée très puissante et la persistance du conflit sur le Cachemire avec l'Inde que nous reconnaissons comme un partenaire stratégique.

Cependant, avec 190 millions d'habitants au dernier recensement de 1998 et 300 millions en 2040, le Pakistan sera le premier pays musulman du monde. Allié étroit de la Chine et de l'Arabie Saoudite, ces motifs de prudence constituent aussi d'excellentes raisons de ne pas abandonner ce pays, de maintenir des échanges fréquents et de trouver des opportunités de coopération en matière de sécurité, de commerce et d'éducation.

C'est avec la volonté de renouer le dialogue politique grâce à la diplomatie parlementaire que la délégation du groupe d'amitié s'est rendue successivement dans les trois plus

importants centres urbains du Pakistan : Islamabad, capitale politique, construite à partir de 1961 pour abriter les institutions ; Lahore, une des capitales de l'empire Moghol, centre culturel et universitaire ; Karachi, mégalopole à la croissance exponentielle, capitale au moment de l'indépendance en 1947 et centre de l'activité économique et financière du pays.

La présence des sénateurs a été particulièrement appréciée des responsables politiques pakistanais, en particulier de leurs homologues parlementaires. En reconnaissant ainsi la valeur stratégique du pays mais aussi son statut de puissance avec laquelle il faut compter, la mission répondait à une forte attente de la partie pakistanaise, qui s'est montrée soucieuse de définir les bases d'un nouveau partenariat durable avec la France.



La délégation sénatoriale reçue au Sénat pakistanais

La mission a pu constater une évolution positive de la situation intérieure, même si elle demeure fragile. Depuis le retrait du général Musharraf en 2008, deux élections législatives se sont tenues sans interférence de l'armée. Une alternance politique entre les gouvernements des deux grands partis, le *Pakistan People's Party* (PPP) d'Asif Ali Zardari, veuf de Benazir Bhutto et la *Pakistan Muslim League* (PML-N) de l'actuel Premier ministre Nawaz Sharif, a pu avoir lieu sans encombres.

Des tentatives de rapprochement avec l'Inde ont eu lieu, mais le sujet demeure extrêmement sensible. Dernièrement la visite inopinée de M. Narendra Modi, Premier ministre indien, à Nawaz Sharif à Lahore, le 25 décembre 2015, a été suivi d'un attentat contre la base de l'armée indienne à Pathankot le 14 janvier 2016. Discrète et prudente à ce sujet, la délégation sénatoriale a néanmoins retenu l'attention de ses interlocuteurs et de la presse pakistanaise en rappelant l'expérience historique de nos relations avec l'Allemagne : un siècle, trois guerres et des millions de morts à partir de 1870 ont abouti finalement à sceller en 1963 une amitié indéfectible, sans laquelle rien ne pourrait avancer dans l'Union européenne.

L'armée pakistanaise s'est également lancée, depuis le printemps 2014, dans une vaste opération contre les talibans du Waziristan, baptisée *Zarb-e Azb* en référence à l'épée de Mahomet. Frappé par de nombreux attentats, qui ont fait dans la décennie environ 50 000 victimes, le Pakistan a été ébranlé par l'attaque du 16 décembre 2014 contre un lycée de l'armée à Peshawar, qui a tué 132 enfants. Cette attaque, suivie de celle de l'Université de Charsadda en janvier 2016 et d'un parc public à Lahore en mars 2016, n'a pas entamé la détermination des forces politiques et de l'armée, qui poursuivent leurs actions contre la mouvance talibane disséminée sur le territoire pour ramener la sécurité intérieure. Durant la mission, des offensives étaient en cours dans le Sud du Pendjab, région présentée comme un refuge et un foyer d'islamisme radical quadrillé par un réseau dense de *madrassa* (écoles).

La visite de la délégation au Parlement s'est déroulée alors que les deux chambres se trouvaient réunies pour une session conjointe, particularité du droit constitutionnel local, afin de résoudre leurs divergences d'appréciation sur différents projets de loi. Elle coïncidait également avec le 43^e anniversaire de la Constitution pakistanaise de 1973.

La délégation a pu s'entretenir avec M. Mian Raza Rabbani, Président du Sénat, ancien ministre de la Justice de Mme Benazir Bhutto, qui jouit d'un grand renom pour son engagement en faveur des droits de l'homme, qui l'a conduit en prison sous le régime du Général Zia ul-Haq dans les années 1980.

Elle a également rencontré les membres des groupes interparlementaires d'amitié Pakistan-France, récemment reconstitués et rassemblant des parlementaires issus de la plupart des formations politiques et de tous les États fédérés du Pakistan. Ils sont présidés au Sénat par le Lieutenant Général Abdul Qayyum, président de la commission de l'Armement, et à l'Assemblée nationale par Mme Marvi Memon, secrétaire d'État (francophone).

Ces rencontres ont été l'occasion d'exposer les grandes lignes de la politique étrangère du Pakistan, à la charnière du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud, et de demander une collaboration accrue en matière de sécurité et de défense, mais aussi de développement durable (lutte contre le changement climatique, énergies renouvelables, santé animale et agriculture) avec la France.

Autre sujet abordé : le *Benazir Income Support Program* (BISP). Pilotée par Mme Memon, cette initiative de soutien aux revenus des familles les plus pauvres cible les femmes pour favoriser leur éducation et leur émancipation. L'objectif est de protéger et accroître les droits des femmes considérées, notamment en milieu rural, comme des acteurs essentiels du développement économique et social.



Mme Marvi Memon (2^e à gauche) et M. Abdul Qayyum (2^e à droite), au Benazir Income Support Program

II. Économie et entreprises

La mission sénatoriale a consacré de longs moments aux questions économiques afin d'évaluer les voies et les moyens de développer les investissements croisés et les échanges commerciaux entre la France et le Pakistan. Le commerce bilatéral s'est légèrement contracté entre 2014 et 2015 mais reste aux alentours de 1,1 milliard d'euros, ce qui ne nous place pas favorablement par rapport à nos compétiteurs britanniques, allemands et italiens.

La rencontre avec M. Shahbaz Sharif, Gouverneur (*Chief minister*) de l'État fédéré du Pendjab, qui compte 100 millions d'habitants, s'est concentrée sur les sujets économiques, en particulier sur les opportunités des entreprises françaises dans le domaine de l'eau (potabilisation et assainissement), de l'énergie solaire et de l'agriculture.

Près de Lahore, la délégation a visité une usine textile de *Nishat Mills*, l'une des principales filiales de l'important conglomérat industriel et financier, dirigé par M. Mian Mansha, réputé détenir la première fortune du pays.



Visite de l'usine textile Nishat Mills près de Lahore

Cette entreprise intégrée verticalement réalise filature, tissage, teinture, impression, couture pour l'habillement et le linge domestique. Elle dispose de ses propres unités de génération électrique pour pallier la sous-production chronique dont souffrent généralement les industries locales. La majeure partie de ses ventes est dirigée à l'export pour des marques internationales. La mutation de sa production vers l'impression numérique est engagée, après s'être fournie en machines de pointe allemandes et italiennes.

À Karachi, les échanges avec les membres du *Pakistan Business Council* ont mis en avant l'amélioration de la situation macro-économique du pays avec une inflation maîtrisée, une stabilisation du déficit et un taux de change peu volatile. Ont été soulignées notamment les perspectives attrayantes que représente le marché pakistanais avec une classe moyenne qui compte déjà 30 millions de personnes et dispose d'un pouvoir d'achat comparable à celui de la Pologne.

Pour soutenir l'économie pakistanaise, et en particulier son secteur textile, la participation du Pakistan au système généralisé de préférences (SGP+) de l'Union européenne est vitale. Cet accord de type « Tout sauf les armes » permet de faciliter les exportations sans droits de douanes vers l'Europe. L'adoption d'une législation protectrice contre le travail des enfants était un préalable. A l'occasion du prochain renouvellement du SGP+, la France pourrait apporter son soutien au Pakistan.

Parmi les opportunités nouvelles pour nos entreprises, il faut compter avec les retombées du corridor économique sino-pakistanaise qui sera porté par des investissements chinois estimés à 46 milliards de dollars pour les prochaines années. La technologie française serait appréciée pour contribuer notamment aux travaux d'infrastructures et d'équipements (chemins de fer, matériels roulants et fixes, signalisation, ingénierie).

Outre l'eau, l'énergie et les services publics déjà évoqués, d'autres secteurs pourraient également se révéler porteurs comme la filière laitière, les vaccins et l'automobile. Une visite de représentants du MEDEF, très attendue par leurs homologues pakistanais déjà venus en France, contribuerait à explorer toutes les potentialités du marché.

La délégation s'est également entretenue avec plusieurs représentants d'entreprises françaises implantées localement telles que Alcatel, Gemalto, Vinci, IPSOS, Total ou Alstom.



Entretien avec les représentants des entreprises françaises

Il apparaît que pour développer leurs activités au Pakistan, elles devront surmonter plusieurs obstacles. La question de la sécurité ne peut être ignorée, mais elle concerne beaucoup d'autres pays où les firmes françaises sont présentes. L'absence de garantie de la Coface pour les projets souverains en particulier, paraît problématique pour bénéficier des appels d'offre du corridor sino-pakistanaise. En outre, même dans les projets privés bénéficiant d'une couverture du risque, les banques françaises refusent de s'engager. Corrélativement, les entreprises pakistanaise éprouvent des difficultés à ouvrir un compte en France pour y investir et recourent aux banques allemandes. Des efforts du côté français devraient donc impérativement être réalisés pour accroître les échanges et les investissements bilatéraux.

III. Enseignement et culture

Convaincue de l'importance de l'éducation comme base du développement dans un pays dont 65 % de la population a moins de 20 ans, la délégation sénatoriale s'est également penchée sur la coopération dans le champ de l'enseignement et de la culture.

Elle a notamment rencontré la *Higher Education Commission (HEC)*, instance de régulation de l'enseignement supérieur, dont le Président Mukhtar Ahmed a rang de ministre.

Un effort significatif a permis de tripler en 15 ans le nombre d'universités (aujourd'hui au nombre de 178), dans la perspective de permettre à 15 % de la population d'accéder à l'enseignement supérieur avant 2020. La France est sollicitée pour accueillir davantage d'étudiants en master et en doctorat et pour développer des projets de recherche conjoints.

En 2015, 80 étudiants pakistanais se sont vu octroyer une bourse par la HEC, pour étudier en France en thèse. Après plusieurs années de faibles effectifs en raison du durcissement des conditions d'octroi des visas, la France est devenue la première destination des étudiants pakistanais bénéficiant de ce programme de bourses d'études supérieures à l'étranger.

Par ailleurs, la HEC souhaite créer un centre de recherches conjoint entre une université pakistanaise et une université française sur le changement climatique, qui serait chargé de conseiller le gouvernement pakistanais. Trois autres centres de recherche existent déjà, tous associés à des universités américaines. La proposition pakistanaise témoigne de l'excellente réputation de la recherche française dans le pays et mériterait d'être retenue. La délégation a visité les trois alliances françaises d'Islamabad, de Lahore et de Karachi. La première souhaite pouvoir disposer d'un directeur français expatrié qui lui fait défaut.



Visite de l'Alliance française d'Islamabad

La deuxième partage ses locaux avec l'Institut Goethe et devrait connaître un afflux d'étudiants avec l'augmentation des bourses vers la France. La troisième a vu le Sénat contribuer au financement de son projet de pôle de résidence pour l'accueil de chercheurs de passage.



Cérémonie à l'Alliance française de Karachi

Enfin, une visite du Musée national de Lahore a permis de découvrir ses collections inestimables d'artefacts de la civilisation de l'Indus, de numismatique antique et islamique et d'art gréco-bouddhique du Gandhara. Les responsables du musée ont requis l'assistance de la France en matière de techniques de conservation, de collation et de muséographie. L'expertise du Musée Guimet et de la Réunion des musées nationaux (RMN) serait bienvenue.

L'intérêt pour la mission sénatoriale fut grand dans la presse pakistanaise, qui a rencontré à deux reprises la délégation pour lui consacrer au total 48 articles en anglais et en ourdou. Cela témoigne d'autant plus d'une certaine attente dans la société civile que la presse jouit d'un remarquable degré de liberté au Pakistan et présente une gamme large de tendances du conservatisme imprégné de la référence islamique et de l'œuvre du poète-philosophe Muhammad Iqbal au libéralisme moderniste puisant ses racines dans la tradition britannique. Laïcité, islamophobie, état de l'Union européenne, *Brexit*, terrorisme, développement des échanges commerciaux, échanges d'étudiants ont été librement abordés.

Composition de la délégation



M. Pascal ALLIZARD

Président du groupe
Sénateur du Calvados
(Les Républicains)



Mme Françoise CARTRON

Vice-Présidente du groupe
Sénatrice de la Gironde
(Socialiste et républicain)



Mme Patricia MORHET-RICHAUD

Membre du groupe
Sénatrice des Hautes-Alpes
(Les Républicains-A)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_619.html